

●● Sommaire

Edito	p.1
Actualités	p.3
Annonces	p.11
Publications	p.12

●● Édito

Entre ici et maintenant et le doute de pouvoir être demain !

Nous ne pouvons envisager l'AIFRIS sans considérer ce que le genre humain et le travail social vivent aujourd'hui. La planète entière est concernée par le même problème et œuvre à traiter la même cause, le COVID-19 !

Chaque individu citoyen est invité à être solidaire, vigilant, discipliné, et ce quel que soit son statut, le confinement est de RIGUEUR !

Ici et maintenant, tous confinés. Pour une grande part d'entre nous, la vie professionnelle ne s'arrête pas, soit parce que nous sommes reconnus comme des acteurs essentiels et de première ligne dans le traitement **médical et social** de la pandémie, soit parce que le maintien de notre activité de service nécessite (parfois indûment) une exposition aux risques de contamination, ou encore parce que nos conditions d'exercice de travail favorisent l'injonction à une continuité de service à distance. Fort de sa résilience, chacun se met en œuvre autrement, avec abnégation, créativité, sens du devoir, ... mais certainement aussi avec la certitude que tout cela ne peut laisser que la trace d'une opportunité à saisir par le genre humain pour s'affranchir et s'élever dans quelque chose à vivre autrement !

Ici et maintenant nous poursuivons chacun notre engagement, même si l'horizon est annoncé « menaçant » par certains experts, nous continuons de nous projeter pour participer au progrès du travail social.

Ici et maintenant, projetés dans une autre dimension organisationnelle nous poursuivons notre travail, non sans difficulté, car dans l'adversité nous apprenons contraints à pratiquer autrement et à atteindre nos objectifs avec autant de qualité !

C'est ce que font les travailleurs sociaux, plus sollicités que jamais encore aujourd'hui dans le cadre de cette pandémie, ils démontrent pour la énième fois la nécessité de mettre en œuvre des politiques permettant d'anticiper et de prévenir pour ne pas devoir répondre dans l'urgence !



Les professionnels sont des acteurs institutionnels et politiques engagés !

Ici et maintenant les professionnels travaillent pour dire, dénoncer et mettre au jour un bien fait pour l'humanité ! Ici et maintenant les travailleurs sociaux poursuivent leur engagement. Leurs observations sont « dantesques », nous l'avons d'abord observé dans le chef des soignants parce que évident au regard d'une crise sanitaire qui met le focus sur le médical, mais également au regard de la vigilance et l'investissement des travailleurs sociaux qui se trouvent aussi en première ligne dans différents secteurs dont les plus vulnérables et les plus précarisés, travaillant sans relâche et se mettant parfois en danger... Les professionnels du secteur psychosocial et social ont également très vite porté la détresse de plus en plus conséquente qui s'exprime parmi les différentes précarités subies par les usagers.

Le propos n'a pas pour objectif ici d'accuser, ni de dénoncer et certainement pas de condamner qui que ce soit, mais il semble utile de nous inviter réciproquement à initier une réflexion encourageant à apprendre ensemble de cette expérience (acteurs sociaux, usagers, décideurs ...) pour, nous le souhaitons, s'engager dans une pratique de société et de l'humain autrement !

Cette crise du COVID-19 génère des effets très délétères tant à l'égard des usagers que des professionnels.

Projetés dans une autre dimension organisationnelle, les travailleurs sociaux poursuivent leur travail de soutien et d'accompagnement. Ils décrivent une réalité sociale bien connue de nos sociétés « modernes » laquelle s'exprime de manière plus forte aujourd'hui. Ils craignent, expliquent et « prédisent » que les

personnes les plus précarisées sont encore plus menacées. La crise du COVID-19 exacerbe les réalités parfois déjà catastrophiques des usagers des différents services sociaux dont ils peuvent bénéficier de soutiens au quotidien. Cette crise agit comme un révélateur insistant sur la gravité de leur situation, dont on sait que la pratique de la débrouille permettait à la plupart de « rester debout », mais là ... !

Il faudra bien le dire !

Ici et maintenant la préparation du prochain congrès de l'AIFRIS se poursuit. A Beyrouth, en juillet 2019, la mission a été confiée aux partenaires belges de l'ABFRIS d'organiser le prochain Congrès international, à Bruxelles en juillet 2021.

Les travaux ont démarré, tant au niveau belge qu'au niveau international, autour de l'ambitieuse thématique "Paroles, expertises et participation des usagers : rendre visible l'invisible". Le contexte actuel pose avec acuité la question des leviers et des freins à la prise en compte des intérêts des acteurs de première ligne dans l'intervention sociale.

Au niveau belge, de nouveaux acteurs issus des milieux professionnels ont rejoint les travaux de l'association et des contacts ont été concluants avec les représentants de collectifs d'usagers des différents secteurs de l'intervention sociale.

Le congrès de l'AIFRIS 2021 donne la parole aux usagers et aux professionnels. La pandémie actuelle renforce l'intérêt de ce choix, l'humain apprend-il uniquement lorsqu'il se retrouve menacé ou dos au mur pour mieux penser son prochain et le futur de l'humanité ?

L'AIFRIS a exprimé sa volonté de donner un caractère plus « politique » à son travail au regard de la société et des acteurs décideurs ! Le congrès peut être un des premiers moments internationaux de croisement des savoirs réflexifs et expérientiels à nourrir et à développer dans l'après COVID-19.

L'incertitude ne peut être un obstacle !

Nul peut dire avec exactitude de quoi sera fait demain, les nombreux scientifiques le répètent régulièrement, ils n'ont pas de réponse pour tout, ils invitent à l'humilité et à la capacité d'être civiquement et humainement présent et/ou acteur de cette réalité. Les virologues nous annoncent que nous allons devoir apprendre à vivre avec ce virus pendant de nombreux mois, cela veut donc dire que le COVID-19 sera donc probablement toujours notre hôte en juillet 2021, mais quoiqu'il en soit, il sera reçu tel un élément de contexte, une donnée dont nous tiendront compte pour poursuivre notre engagement dans le cadre des activités de l'AIFRIS !

Le congrès nous offre ici une occasion unique, à la sortie de la crise et nous l'espérons du confinement, de pouvoir comme partout ailleurs sur la planète questionner la dimension organisationnelle qui a concerné chaque humain dans le cadre de cette crise. Les premiers concernés, usagers et professionnels, doivent pouvoir occuper cette vitrine.

Plus concrètement, nous poursuivons donc notre tâche à la mise en œuvre du congrès. Le comité scientifique belge a été à l'initiative d'un premier travail de co-écriture autour de l'appel à contributions. Le travail se poursuit en collaboration étroite avec

certaines membres du comité scientifique permanent (CSP). Les riches débats concernent notamment un des enjeux du prochain Congrès, à savoir celui de s'ouvrir à des formats de contributions qui permettent de renforcer les collaborations entre acteurs issus des différents piliers (chercheurs, formateurs, milieux professionnels et collectifs d'usagers).

Les espaces de tenue du congrès sont identifiés. Bien que le temps soit suspendu pour tous et que les préoccupations de chacun soient plus liées au maintien de leur organisation propre, nous poursuivrons les sollicitations nécessaires. La crise sanitaire à laquelle nous faisons tous face fait toutefois planer de nombreuses incertitudes sur les contours et perspectives d'organisation du prochain Congrès dans la mesure où les règles de distanciation physique et sociale risquent de fortement contrarier les possibilités de voyage et d'échanges nécessaires à notre Congrès...

Nous continuons cependant à travailler dans la perspective d'un congrès de l'AIFRIS à Bruxelles qui doit pouvoir réunir en présence physique et en un même lieu, les usagers, les professionnels, les chercheurs et les enseignants.

Si juillet 2021 ne nous le permet pas, alors nous aviserons, mais dans l'attente nous devons maintenir le lien et développer un partage international dans une forme inédite, différente, qui puisse sauvegarder notre volonté de partager, croiser nos expertises et nos constructions de savoirs et projets futurs.

Le prochain congrès de l'AIFRIS aura bien lieu à Bruxelles, que ce soit en 2021 ou après !

*Lyazid Hassaini,
Vice-Président du Bureau,
Comité d'organisation du 9^{ème} congrès*

*Aline Bingen,
Vice-Présidente du CSP,
Comité d'organisation du 9^{ème} congrès*

*Valérie Desomer,
Représentante des professionnels à l'ABFRIS,
Membre du CSP;
Comité d'organisation du 9^{ème} congrès*

•• Actualités

Actualités de l'AIFRIS

• Du côté du CSP

Les congrès pour préciser le projet et faire évoluer le fonctionnement de l'AIFRIS.

Lors de sa séance du 10 janvier à Paris et en visioconférence, à partir du bilan présenté par Houwayda Bou Matta, coordinatrice scientifique et vice-présidente du CSP, nous sommes revenus sur le congrès de Beyrouth. Les points de vue des membres du CSP viennent attester que ce temps fort a été une vraie réussite, tant du point de vue de la qualité et de la diversité des conférenciers, de la richesse des communications en ateliers, que de l'organisation véritablement sans faille et de la chaleur de l'accueil. Parmi les nouveautés mises en place à l'initiative des collègues du Liban, l'Espace d'échanges et surtout les ateliers permettant la présentation, discussion et valorisation des travaux de doctorants ont été très appréciés. A ce sujet, les membres du CSP ont relevé que s'engager pour la « relève » scientifique est un objectif qui pourrait prendre plus de place à l'AIFRIS et précisément dans les travaux du CSP.

Surtout, les avis ont confirmé qu'une étape a été franchie en matière d'ouverture au monde et aussi de sens donné au travail social. Derrière la diversité des présentations, c'est bien une seule et même toile de fond qui se dessine quels que soient les pays concernés : droits humains et développement soutenable, contributions du travail social à resituer dans une perspective d'éducation et de justice sociale, importance de l'engagement et du professionnalisme pour alimenter et conduire les interventions sociales, lien entre recherche sociale et avancées sociopolitiques..., autant d'axes inspirants et structurants pour l'AIFRIS !

Lors de cette même réunion, la thématique du futur congrès a aussi été introduite à partir d'une présentation faite par Aline Bingen, nouvelle vice-présidente du CSP en charge de la coordination scientifique de cette future rencontre programmée à Bruxelles en juillet 2021. Depuis, la dynamique de préparation et de cadrage problématique s'est poursuivie en articulant apports et concertations au sein d'un comité scientifique belge et aussi en intégrant des contributions et réactions de plusieurs autres membres du CSP.

L'enjeu du futur congrès sera de travailler la question des différentes parties prenantes de l'intervention sociale en mettant la focale sur les enjeux de participation, de reconnaissance et de mobilisation des usagers, bénéficiaires, personnes concernées... Au-delà du choix des dénominations et des débats sémantiques qu'elles suscitent, il sera question des expressions multiples et de la diversité des façons d'être au monde, de l'asymétrie des places et de leur nécessaire rééquilibrage, des méthodologies participatives et du développement du pouvoir d'agir, des liens entre le travail social et les mobilisations collectives, des apports des recherches collaboratives en matière de conscientisation et d'émancipation...

Dès à présent, soulignons que le choix de l'ABFRIS d'inviter des représentants d'usagers à prendre une place active dans la conception et dans l'animation du congrès « oblige » à diversifier les formes des contributions, à repenser les modalités de l'appel à communication et à ouvrir les séances de travail. La préparation

puis le déroulement de ce congrès devraient donc représenter une forme d'expérimentation interne. Ainsi, les congrès contribuent à préciser le projet de notre association, en particulier en le faisant évoluer vers davantage d'ouverture et en rendant sa démocratie interne encore plus vivante.

Marc ROUZEAU,
Président du CSP

Actualités des associations membres et partenaires de l'AIFRIS

• Des nouvelles de l'AQCFRIS en temps de pandémie

Solidairement solitaires; solitairement solidaires

L'Association Québec Canada pour la formation, la recherche et l'intervention sociale (AQCFRIS) s'est donnée pour mission de promouvoir le développement scientifique, pédagogique, professionnel et le rayonnement international de l'intervention sociale. La pandémie qui sévit actuellement nous affecte toutes et tous et interpelle les différents volets de notre mission : la formation, la recherche et l'intervention sociale. Nous exposerons brièvement l'état de la situation au Québec avant de vous présenter les enjeux soulevés pour les acteurs du travail social.

La situation au Québec et au Canada

Au Canada, la pandémie de COVID-19 a débuté à la fin du mois de janvier 2020. Déjà, au 18 mars, on dénombrait 727 cas et 9 décès dans dix provinces canadiennes incluant le Québec (628 cas et 4 décès). La plupart des personnes atteintes avaient voyagé dans des pays qui comptaient un nombre important de cas de coronavirus.

Le Québec et l'Ontario ont rapidement été touchés par la propagation du virus. Il s'agit encore aujourd'hui des deux provinces canadiennes où l'on retrouve le plus de personnes infectées (27 538 au Québec et 16 187 en Ontario). En date du 4 mai 2020, on dénombrait 3 774 décès dans l'ensemble du Canada, dont 2205 décès dans la province de Québec. Différentes raisons sont évoquées pour expliquer le nombre plus élevé de personnes infectées au Québec : le Québec a plus de personnes âgées en hébergement collectif (2 fois plus de personnes âgées entre 75 et 84 ans vivent en résidence pour aînés au Québec comparé au reste du Canada); les résidents du Québec sont un peu plus âgés que les résidents du reste du Canada (18,5% de la population québécoise est âgée de 65 ans et plus comparativement à 16% en Ontario); le Québec est un peu plus urbain que rural lorsqu'on le compare, par exemple, aux provinces maritimes¹.

La transmission communautaire² du virus est présente au Québec depuis le début du mois d'avril et ce malgré les mesures de confinement mises en place le 13 mars. La situation diffère toutefois entre les régions; Montréal, Laval et la Montérégie sont les points chauds de la pandémie et représentent à elles seules

¹ <https://www.ledevoir.com/societe/sante/577941/5-raisons-qui-pourraient-expliquer-pourquoi-la-covid-19-frappe-plus-le-quebec>.

² Transmission communautaire : On dit qu'il y a transmission communautaire lorsque le virus se propage au sein même d'une communauté, d'une personne à l'autre.

plus de 80% des cas de COVID-19 confirmés. Les aînés sont sans l'ombre d'un doute les plus vulnérables au virus. En effet, 97% des décès sont survenus chez des personnes âgées de 60 ans et plus, dont plus de 72% sont des personnes âgées de plus de 80 ans.

Le 27 avril 2020, notre gouvernement annonce la levée progressive des mesures de confinement de la population québécoise. Après tout, nous ne pourrions pas rester confinés pour les quelques 12, 18 ou 24 mois nécessaires au développement d'un vaccin! La réouverture des écoles primaires et des garderies est prévue pour le 11 mai (si la situation actuelle demeure stable) pour toutes les régions du Québec, à l'exception du grand Montréal où les enfants retourneront en classe une semaine plus tard, soit le 19 mai. On annonce également la réouverture de certains commerces ayant pignon sur rue, des firmes d'ingénieurs conseils et des entreprises du secteur industriel.

Les trois volets de l'AQCFRIS

1. La formation

Suivant les recommandations de l'Association canadienne pour la formation en travail social (ACFTS), les écoles et les départements d'enseignement universitaires en travail social ont dû ajuster les modalités de complétion du stage pour les étudiants finissants des programmes de baccalauréat (1er cycle) et de maîtrise (2e cycle). En effet, étant donné que plusieurs milieux de stage sont devenus à risque ou inaccessibles pour les stagiaires, il a été convenu que les programmes pouvaient reconnaître aux étudiants l'atteinte des exigences de la formation pratique lorsque ceux-ci avaient effectué 75% des heures de stage requises à un niveau satisfaisant. Pour ceux ayant effectué entre 60% et 74% des heures de stage requises à un niveau satisfaisant, les écoles ont été invitées à élaborer un plan d'apprentissage à distance (PAD) pour permettre à ces étudiants de répondre aux exigences de la formation pratique par le biais d'activités pédagogiques compensatoires (études de cas, travaux réflexifs, etc.). Enfin, pour les étudiants ayant effectué moins de 60% des heures de stage requises, il a été entendu que leurs heures de stage soient avancées lors d'un futur stage à compléter une fois la suspension levée.

En outre, considérant le besoin de renfort de travailleurs sociaux accrédités sur le terrain, l'Ordre professionnel des travailleurs sociaux et thérapeutes conjugaux et familiaux du Québec (OTSTCFQ) a mis en place une procédure extraordinaire pour accorder une autorisation d'exercer la profession de travailleur social aux étudiants au baccalauréat ou à la maîtrise en travail social d'une université québécoise à qui il reste au plus l'équivalent d'une session à temps plein pour compléter ce programme.

2. La recherche

Plusieurs équipes de chercheurs en travail social se mobilisent actuellement pour déployer rapidement des travaux de recherche entourant les enjeux qui découlent de la situation de pandémie. Les répercussions de la COVID-19 sont étudiées sur : l'itinérance, la réalité des jeunes placés en centre jeunesse, les situations de violence conjugale, l'étude des liens familiaux des enfants placés durant la pandémie de COVID-19, les enfants desservis par la

protection de la jeunesse, les jeunes et les familles en situation de vulnérabilité, la santé mentale des jeunes et des familles vulnérables, etc.

Considérant que le travail à domicile se prête relativement bien aux tâches allouées aux professionnels de la recherche, nous constatons un maintien des travaux en cours. Les équipes de recherche font preuve de créativité pour proposer des moyens de rester en contact et de poursuivre le travail de collaboration. Plusieurs outils de travail en ligne font maintenant partie du quotidien des chercheurs, professionnels et étudiants.

3. L'intervention sociale

La situation exceptionnelle que nous vivons présentement révèle, voire même accentue, des vulnérabilités déjà présentes chez certains membres de notre société québécoise.

• Les personnes âgées

Les personnes âgées, particulièrement celles qui reçoivent les services de Centres d'hébergement et de soins de longue durée (CHSLD) et de résidences pour personnes âgées (publiques ou privées), sont les personnes les plus affectées par la COVID-19. Certains vont jusqu'à parler de génocide gériatrique : « *Lorsque des médecins des CHSLD en sont rendus, comme a écrit hier Yves Boisvert dans La Presse, à qualifier de génocide gériatrique ce qui se passe actuellement dans certains de ces mouiroirs, c'est humainement dévastateur pour tout le Québec³* ». « *Au Québec, environ 19% des aînés vivent regroupés, comparativement à 8,5% ailleurs au pays⁴* ». La situation qui sévit actuellement dans les établissements qui hébergent nos aînés met en lumière les lacunes de notre système de soins de santé et de services sociaux. Selon le Dr. Réjean Hébert, les choix politiques et budgétaires des 30 dernières années seraient en cause : « *Le sous-financement, la pénurie de main-d'œuvre et la perte d'autonomie survenus après les différentes réformes de structures ont fragilisé ces institutions réservées aux personnes âgées et vulnérables⁵* ». Depuis trop longtemps déjà, les CHSLD sont « *les parents pauvres de notre système hospitalier...la pandémie fait éclater cette vérité* ». La situation de vulnérabilité des aînés à l'égard de la pandémie fait émerger les enjeux sociaux et économiques associés aux soins et à l'encadrement des services envers cette partie de la population.

• Les personnes en situation de désaffiliation sociale

La crise sanitaire qui sévit actuellement oblige nos dirigeants à proposer des mesures de fermeture et de confinement. Ces mesures, notamment la fermeture de plusieurs organismes communautaires qui dispensaient des services aux plus démunis, ont eu un impact important pour certaines clientèles vulnérables. C'est le cas pour les personnes en situation d'itinérance. Lorsque les autorités ont réalisé que certaines personnes socialement désaffiliées devenaient, dans ce contexte, des vecteurs de transmission du virus, des directives d'assouplissement de certaines mesures ont été annoncées. Des organismes qui jusqu'à maintenant travaillaient trop souvent dans l'ombre se sont vus socialement reconnus, via les médias, pour leur contribution au mieux-être de ces citoyens. Plusieurs d'entre eux ont usé de créativité et de flexibilité pour adapter leurs manières de rejoindre et desservir la population.

³ <https://www.journaldemontreal.com/2020/04/17/des-chsld-transformes-en-mouiroirs>

⁴ <https://www.lenouvelliste.ca/chroniques/brigitte-breton/chsld-30-ans-dinaction-collective-et-dagisme-a6fe6287a053ff779cbd867e9cce6372>

⁵ <https://ici.radio-canada.ca/premiere/emissions/desautels-le-dimanche/segments/entrevue/166018/chsld-sante-situation-rejean-hebert>

- Les jeunes et les familles en difficultés

La situation est également complexe pour les enfants placés en centre de réadaptation et en familles d'accueil. En effet, la suspension des droits de visites et de sorties n'est pas sans créer des remous, non seulement chez les jeunes et leur famille, mais également dans les différents milieux de vie qui craignent la propagation du virus. De fait, certains établissements ayant eu des cas déclarés ont dû imposer des mesures de confinement qui ont eu un impact important sur le climat des unités. Les retraits en chambre, le port du masque et le manque d'activité physique, pour ne nommer que ceux-ci, ont représenté et représentent encore un défi pour les intervenants.

Mentionnons également que certains parents, mécontents du non-respect des droits de visite, ont porté leur cause devant les tribunaux qui devront trancher sur la légitimité des mesures de confinement. Des enjeux similaires ont été soulevés par des parents dans le cadre de garde partagée suite à une séparation conjugale. Les autorités sont interpellées afin de déterminer s'il y a obligation ou non de respecter le droit de visite chez l'ex-conjoint alors qu'il y a un risque de transmission du virus.

Phénomène assez inquiétant, on observe depuis le début du confinement et plus particulièrement en raison de la fermeture des écoles, une baisse importante (près de 20%) des taux de signalements reçus à la Direction de la protection de la jeunesse. On peut supposer que les tensions demeurent au sein des familles vulnérables, confinées 24h sur 24, en perte d'emploi, isolées et sans aucun réseau de soutien, et que ces tensions risquent d'accroître la maltraitance envers les enfants.

- Les communautés autochtones

Rapidement, plusieurs communautés autochtones des régions éloignées du Québec (e.g. Abitibi-Témiscamingue, Côte-Nord, Nunavik) ont annoncé la fermeture des frontières de leurs territoires afin de protéger la santé de leurs populations. Les communautés innues de la Côte-Nord se sont dites inquiètes de la présence de travailleurs venus de l'extérieur pour exploiter les ressources naturelles ou pour réaliser des activités à l'intérieur de complexes hydro-électriques. Le risque d'une éventuelle hécatombe se pose pour eux. En effet, si le virus venait à s'installer au sein d'une de ces communautés qui se caractérisent par le surpeuplement dans les logements, le fort taux de maladies chroniques, le manque de personnel en santé et en services sociaux et l'isolement géographique, les conséquences seraient désastreuses⁶.

L'approvisionnement et l'accès aux soins posent également son lot de défis. Des ententes ont dû être prises avec des dispensateurs de services aériens qui avaient cessé leurs activités dans ces régions du Grand Nord. En effet, plusieurs réserves autochtones, plus isolées et uniquement joignables par les airs, se trouvaient ainsi coupées des services essentiels.

En ce qui a trait à la propagation du virus, la stratégie visant à prévenir plutôt qu'à guérir semble avoir porté fruit. Toutefois, certaines craintes demeurent en raison de l'isolement des individus plus vulnérables, soit les jeunes enfants et les femmes à risque d'être victimes de mauvais traitements.

Des conditions d'exercice extrêmement difficiles

La pandémie que l'on connaît actuellement met en lumière plusieurs problèmes vécus par les travailleurs du réseau de la santé et des services sociaux dans un contexte d'organisation de services considéré par certains comme étant dysfonctionnel. Parmi plusieurs exemples diffusés dans les médias ou au sein des réseaux communautaires et professionnels, soulignons la situation qui sévissait au sein de l'équipe de la ligne info-santé à Montréal dans la semaine du 20 avril 2020. L'espace physique réservé aux installations du centre d'appels ne permettait pas au personnel de respecter les mesures de distanciation sécuritaires de deux mètres entre chaque personne (entassement du personnel à la cafétéria, cubicules de travail à air libre, mesures de distanciation physique non respectées). C'est ainsi que plusieurs membres de l'équipe ont contracté la COVID-19. Les travailleurs appelés en renforts, voyant les risques pour leur propre santé, se sont rapidement désistés. Le manque de leadership a aussi été dénoncé, les employés se sentant souvent laissés à eux-mêmes « *On aurait dit un bateau sans pilote à bord* ».

La pénurie de main-d'œuvre dans le réseau de la santé et des services sociaux, principalement dans les CHSLD, est criante et au cœur des efforts du gouvernement. Au cours des dernières semaines, le premier ministre du Québec a appelé en renfort les médecins spécialistes et généralistes disponibles ainsi que les personnes sans emploi (avec ou sans formation). L'armée a aussi été appelée via le premier ministre du Canada. C'est plus de 2000 postes que l'on cherchait à combler pour répondre aux besoins de nos aînés.

La mobilisation des acteurs du travail social

OTSTCFQ (Ordre professionnel des travailleurs sociaux et thérapeutes conjugaux du Québec)

Depuis le début de la crise, la présidente de l'OTSTCFQ communique de façon régulière avec ses membres afin de leur offrir le soutien de l'ordre, répondre aux questions et partager les actions posées afin d'assurer l'exercice de la profession de façon sécuritaire. Parmi les initiatives proposées, mentionnons une foire aux questions pour répondre aux interrogations des membres, une revue de presse quotidienne qui rassemble plusieurs textes pertinents sur la COVID-19, les enjeux conjugaux, familiaux et sociaux ainsi que les mesures déployées pour tenir informés les travailleurs sociaux. La veille scientifique mensuelle de l'Ordre prend aussi en considération la pandémie en mettant à la disposition des lecteurs les plus récentes informations liées à la COVID-19, aux pratiques professionnelles et aux mesures mises en place par les instances gouvernementales.

RÉCIFS (Regroupement de personnes qui exercent la profession d'intervenantes sociales au Québec)

La présidente du RECIFS a pris la parole publiquement en dénonçant l'impact des conditions de travail dans certains milieux depuis le début de la pandémie. Elle rapporte recevoir plusieurs témoignages de membres qui se disent de plus en plus stressés par leur environnement de travail.

⁶ <https://www.lapresse.ca/covid-19/202004/27/01-5271029-les-communautés-innues-sinquietent-dun-deconfinement-trop-rapide.php>

⁷ <https://ici.radio-canada.ca/nouvelle/1696122/info-sante-securite-recrutement-covid-coronavirus>

Divers regroupements communautaires, tels que la Coalition Interjeunes

La Coalition Interjeunes rassemble plusieurs regroupements d'organismes communautaires autonomes (RMJQ, RACQ, ROCAJQ, ROCLD, ROCQTR) qui œuvrent auprès des jeunes dans une perspective de transformation sociale et d'amélioration de leurs conditions de vie. En contexte de pandémie, ils se mobilisent pour informer les instances gouvernementales sur les conditions difficiles dans lesquelles se retrouvent les jeunes vulnérables et les organismes qui tentent de les soutenir. En date du 23 avril 2020, une lettre signée par plusieurs membres de la Coalition Inter-jeunes a été adressée au premier ministre du Québec à titre de responsable des dossiers jeunesse via le secrétariat à la jeunesse. Cette lettre avait pour but de souligner les nombreuses mesures de soutien mises en place au sein des organismes mais aussi de rappeler l'importance de ne pas oublier les jeunes qui vivent des situations difficiles et évoluent dans des contextes qui accentuent leur grande vulnérabilité.

L'importance des réseaux communautaires en temps de crise

L'apport essentiel des organismes communautaires à la santé et au bien-être de la population de même que le maintien d'un filet social pour répondre aux besoins de la population en cette situation exceptionnelle est rapidement mis en lumière et reconnu par les différentes instances gouvernementales.

Dès le mois de mars, le ministre du Travail, de l'Emploi et de la Solidarité sociale, M. Jean Boulet, a informé les organismes communautaires que leur financement serait maintenu malgré les mesures prises pour respecter les consignes de santé publique.

Une aide d'urgence de 20 M\$ a ensuite été annoncée par la ministre de la Santé et des Services sociaux, Mme Danielle McCann, afin de répondre aux besoins financiers supplémentaires exprimés par les organismes communautaires régionaux et nationaux dans le contexte de la pandémie de la COVID-19. Ce soutien financier permettra de couvrir les frais excédentaires engendrés par la pandémie, notamment les dépenses liées à l'achat de matériel sanitaire, à l'embauche de ressources et au temps supplémentaire. Une attention particulière sera accordée aux clientèles plus vulnérables, dont les jeunes en difficulté, les personnes âgées, les personnes proches aidantes, les personnes ayant une déficience et les personnes en situation d'itinérance.

Cette aide d'urgence s'inscrit en complémentarité des financements suivants accordés récemment dans le cadre de la pandémie :

- Aide d'urgence de 2 M\$ aux Banques alimentaires du Québec
- Aide d'urgence de 2,5 M\$ pour les maisons d'hébergement pour femmes victimes de violence conjugale et pour femmes violentées vivant de multiples problématiques sociales
- Aide d'urgence de 500 000 \$ pour Tel-Jeunes et Ligne Parents

Plus récemment, le gouvernement du Québec annonçait qu'une somme supplémentaire de 5 millions de dollars serait accordée en soutien aux organismes communautaires Famille (OCF) et aux organismes communautaires offrant des activités de halte-garderie communautaires (OC-HGC). Cette aide vise à assurer le soutien offert aux familles vulnérables et à celles affectées par la

crise actuelle liée à la pandémie.

Le gouvernement fédéral a, quant à lui, déposé 350 millions de dollars dans un nouveau fonds destiné à appuyer les Canadiens les plus vulnérables face à la COVID-19, dont les aînés et les familles monoparentales. L'argent servira à offrir aux organismes davantage de ressources pour s'adapter aux réalités et aux difficultés liées à la pandémie.

L'après pandémie...?

Nous ne sommes pas en mesure d'évaluer actuellement l'impact qu'auront à long terme ces mesures exceptionnelles sur les plans personnels, professionnels, économiques, sociaux, scolaires, éducatifs, etc. Chose certaine, les dossiers plus criants devront faire partie des priorités gouvernementales, comme c'est le cas notamment de la situation dans les résidences pour aînés où plusieurs enquêtes sont déjà en cours. En jeunesse, les enjeux entourant les droits de visite interrompus et qui font présentement l'objet de recours légaux auront sans doute des répercussions sur les droits fondamentaux des jeunes et de leur famille. Sans oublier l'impact des mesures de confinement sur la maltraitance des jeunes et des personnes les plus vulnérables de notre société. Sur le plan économique, nous anticipons déjà des conséquences importantes : faillites, fermetures d'entreprises, mises à pied qui affecteront notre population. En espérant que la contribution de chacun et chacune d'entre nous permettra de limiter les dégâts. En somme, ici comme ailleurs, le travail social ne manquera pas de défis à relever!

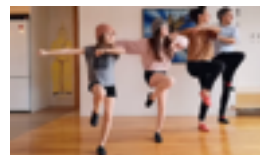
Demeurons.... solidairement solitaires; solitairement solidaires !

La solidarité, la créativité et l'humour nous aident à garder le moral et à ne pas baisser les bras malgré l'avenir incertain ! Ci dessous, quelques initiatives québécoises.



- Habille ton Horacio...L'illustratrice Bach a démontré sa créativité en nous offrant une version papier du Dr Horacio Arruda, directeur de la santé publique, pour le plaisir des grands et des petits

Crédit photo : MSN



- La formation musicale Bleu Jeans Bleu a lancé une invitation aux Québécois à leur faire parvenir une vidéo d'eux exécutant leurs meilleurs pas de danse. Un mois plus tard, la formation lance le vidéoclip « Le king de la danse en ligne » qui réunit près de 800 personnes des quatre coins de la province. Comme le chanteur Claude Cobra l'a si bien dit, « Tant qu'à être confiné, dansons l'twist jusqu'à ce que bonheur s'en suive ! ».

Crédit photo : Youtube



• Les pompiers et les ambulanciers de Québec ont souligné la persévérance du personnel de la santé en faisant raisonner leurs sirènes et leurs klaxons à l'hôpital Jeffrey Hale le 24 avril dernier

Crédit photo : Le Journal de Québec



• Au moins cinq établissements parmi les plus impactés ont accueilli les militaires en reconnaissance dans leur établissement. Fait cocasse, certaines personnes âgées chantaient le Ô Canada ou faisaient un salut militaire en les voyant passer.

Crédit photo : Le Devoir

• Des nouvelles de l'ASFRIS en temps de pandémie

A travers ces lignes, les membres du comité de l'Asfris souhaitent manifester leur solidarité aux membres de l'AIFRIS et au monde du Travail Social, de la Formation et de la Recherche. Alors que les frontières sont fermées, que le temps est encore au semi-confinement, même si certains secteurs s'ouvrent progressivement, c'est l'occasion de communiquer dans cette période d'incertitude et d'imprévisibilité et de donner ainsi quelques flashes de réalités vécues sur notre territoire. Les questions de responsabilité, de sécurité, de prise de risque sont au cœur des décisions politiques et questionnent notre rapport à la liberté individuelle. Il ne s'agit pas de faire un état de la situation de la pandémie en Suisse, ni de questionner les mesures prises par nos autorités, et encore moins les politiques sanitaires et sociales qui gouvernent nos vies, mais de témoigner, que nous sommes solidaires.

Au titre symbolique « La Farce du Pangolin », voici pour commencer un aperçu global de la situation en Suisse :

La Farce du Pangolin

Et le monde s'arrête, partiellement

Dans cette période inédite, les métiers de la relation d'aide sont confrontés à des bouleversements sans précédent. Pour la première fois de l'histoire de la modernité le monde s'est mis à l'arrêt, ou du moins au ralenti, cessant ainsi sa course folle.

Une partie importante de la planète se confine. Elle découvre ce que nous appelons le télétravail. Le monde professionnel devient donc virtuel, il doit s'accommoder de la distance. Pendant ce temps, d'autres, qui précisément sont au service des autres, continuent leurs activités. Ils doivent les adapter aux nouvelles contraintes introduites par la distance sociale sensée éviter la contamination et la propagation de ce nouveau virus et, en particulier, protéger les services hospitaliers.

Si nous rendons hommage aux personnels soignants, aux caissières, etc. et à tout.e.s celles et ceux qui prennent soin des malades ou qui nous permettent d'accéder aux produits de base nécessaires à notre survie, nous oublions trop souvent les personnes qui continuent dans les institutions et les services à

assumer leurs tâches d'accompagnement et de soutien.

Ils sont trop nombreux pour en faire une liste exhaustive, mais il semble essentiel aujourd'hui de pouvoir reconnaître le travail indispensable qui est aussi fourni dans ces différentes institutions. Ces professionnel.le.s ont aussi dû apprendre l'application des nouvelles règles pour protéger les usager.èr.es et se protéger eux-mêmes.

Nous ne prenons pas encore la mesure de toutes les réponses inédites et inventives qui ont été créées pour permettre que ce travail puisse se poursuivre. Mais nous savons que des initiatives intéressantes ont pu voir le jour, par exemple la création de l'association RDRPP, Réduction des risques par la poste, permettant la livraison de matériel d'injection stérile afin que les usagères et usagers qui consomment des produits stupéfiants et des substances psychoactives puissent recevoir du matériel dans cette période de confinement.

Distance sociale, vraiment ?

« Distance sociale », question de vocabulaire, mais cette formule m'irrite et je souhaiterais revenir sur le choix des mots car je ne peux m'empêcher de penser que les termes utilisés, distance sociale, ne conviennent pas et qu'il est dommageable que l'on parle de distance sociale. Le social n'est-ce pas précisément réduire la distance quelle qu'elle soit, travailler à la mise en lien et au développement des solidarités, mettre en œuvre la réduction des inégalités, promouvoir la liberté et le pouvoir d'agir des individus et des collectivités.

Je trouve que nous devrions qualifier autrement cette distance à respecter pour nous protéger. Il semble plus juste que nous parlions de **distance physique** et de **rapprochement social**. Question de vocabulaire, mais les mots sont signifiants. Mettons de la distance physique entre nous et travaillons pour que les questions du social ne soient pas elles aussi mises à l'arrêt dans cette étrange période. Nous devons refuser l'isolement malgré le confinement et tout mettre en œuvre pour éviter le délitement des liens sociaux et de tout ce qui fait nos singularités et notre humanité collective.

Nous découvrons de cette pandémie qu'elle accentue cruellement les inégalités et qu'elle creuse encore plus le fossé entre les classes sociales et que les pauvres sont durement touchés. Nous découvrons aussi que les classes moyennes ne seront pas épargnées et vont sans doute elles aussi payer le prix fort de cette mise en quarantaine du monde de l'économie.

La farce du pangolin nous montre les limites d'un monde construit sur l'idée de croissance absolue et sur une mondialisation qui ne sert que les profits des actionnaires des multi nationales. Comme nous marchons sur la tête, les GAFAs sont sans doute ceux qui profitent le plus de cette pandémie qui met à mal le monde de l'économie locale.

Toute médaille à son revers

Les effets positifs que nous constatons tous démontrent que l'activité humaine et nos comportements sont bien responsables des effets délétères sur l'environnement.

Comme le dit Philippe Descola « *On peut penser que le virus est une métaphore de l'humanité. Nous avons vis-à-vis de la terre le même rapport instrumental qu'un virus. D'une certaine façon, l'être humain est le pathogène de la planète* » émission France Culture du 20.04.2020.

Il y a donc aussi des effets positifs à cette crise, en particulier sur l'environnement : moins de bruits, moins de pollutions, moins d'impact négatif sur la planète.

Mais saurons-nous tirer les enseignements de cette crise qui devrait nous permettre de construire un monde plus respectueux des écosystèmes et des individus ?

L'appel du 4 mai en Suisse¹ s'inscrit dans cette dimension, initiative citoyenne, elle revendique des politiques « un redémarrage humaniste local et durable ».

Pour promouvoir un avenir différent, plus humanisé et plus durable.

Cherchant à faire entendre une autre voix que celle des milieux économiques. En mettant en perspective que, dans notre système de démocratie directe, les revendications des citoyen.ne.s doivent se faire entendre.

L'appel du 4 mai demande donc que la reprise se fasse de manière :

- Plus sociale

- Valoriser les professions qui se sont montrées essentielles en ces temps de crise
- Reconnaître le rôle fondamental du travail domestique largement effectué par des femmes
- Soutenir les oubliés des programmes de soutien « COVID » (« petits » indépendants)

- Plus locale

- Favoriser les circuits courts
- Réduire les dépendances internationales (alimentation, produits médicaux, etc.)

- Plus écologique

- Conditionner les soutiens à des activités économiques durables.

Gageons que nous saurons sortir de cette crise pour construire un avenir plus solidaire et social, plus respectueux de la biodiversité et d'un équilibre des écosystèmes. Comme le dit Edgar Morin, « *Ce monde n'est pas fini, il va gigoter encore après le confinement, un boom économique le rassurera. Seul un nouveau mouvement citoyen animé par une pensée forte et une conscience lucide pourra ouvrir le chemin.* »

Pour illustrer concrètement ce que vivent les professionnels et les bénéficiaires de l'action sociale, voici quelques « brèves », écrites par des professionnel.le.s du travail social, des enseignant.e.s-formateurs, chercheur.e.s des écoles de formation en travail social.

- Comme le note la philosophe et éthicienne française Alice Casagrande², les personnes en grande vulnérabilité qui ont trouvé le devant de la scène pendant cette crise sanitaire sont les malades profondément affectés dans leur santé mais qu'on

pouvait sauver. Alors que l'impuissance frappait le monde entier, cela a ainsi permis de placer sous les projecteurs un endroit où l'on agit et réussi partiellement. C'est un humain partiel qu'on a décidé de regarder, un humain technicisé, le monde médical. Alors que les autres professionnel-le-s, les auxiliaires de vie qui s'occupent des personnes âgées, les éducatrices et éducateurs qui accompagnent les personnes en situation de handicap ou les enfants et les jeunes en difficulté sont restés dans l'ombre. Cette crise montre qu'on a écarté les vulnérabilités qui ne nous ont pas permis de triompher.

- En Suisse, les personnes vulnérables oubliées ont été les personnes âgées qui vivent en Etablissements Médico-sociaux et qui ne pouvaient pas recevoir les visites de proches. Le même constat s'applique aux détenu.e.s et, plus étrangement aux enfants placés dans les foyers qui ne pouvaient pas voir leurs parents et cela durant tout un mois.

- La crise sanitaire a accentué la misère en Suisse, surtout du côté de la population migrante vivant sans permis (nounous, femmes de ménage, etc.), mais aussi du côté des employé-e-s qui se retrouvent au chômage avec un salaire à 80% alors qu'ils et elles tournaient déjà mal avec leur budget habituel. A Genève, la cohorte de personnes qui font la queue pour recevoir un sac alimentaire a grandi de semaine en semaine depuis le début de la crise. Plus de 40% d'augmentation de demandes ont été constatées par l'aide sociale et les organismes privés. Ce dernier samedi à Genève, plus de 2500 personnes ont fait la queue pour obtenir, auprès de bénévoles, un colis alimentaire d'une valeur de Fr 20.

- Les personnes en grande précarité, vivant dans la rue, en marge, sans toit avant le confinement sont actuellement hébergées et nourries collectivement, suite à des décisions prises par les politiques publiques de Genève. Vivre en collectivité, avec une centaine de personnes, cohabiter dans des dortoirs avec un si grand nombre alors que ce n'est pas leur choix est compliqué et certains questionnent la nature de ce dépannage. Des forces interservices sociaux ont été mises au service des plus précaires devant assumer 24h sur 24h une présence dans ces lieux d'accueil.

- Les personnes avec un revenu aléatoire, telles que les femmes de ménage, les sans-papiers, les clandestins vivant de petits boulots sont celles et ceux qui souffrent le plus et qui disposent de peu d'aide. La fermeture des cuisines scolaires et des écoles a laissé des familles en très grandes difficultés face à des besoins élémentaires ; des enfants clandestins n'ont plus eu un repas garanti par jour.

- Dans les institutions, il est constaté une plus grande solidarité, un peu plus de transversalité, des liens se tissent entre les acteurs du social et d'autres secteurs d'activités. Mais dans un premier temps le semi-confinement a aussi favorisé le repli sur soi. Le travail scolaire doit s'adapter comme dans les écoles secondaires par le biais de nouvelles technologies. Cependant, le problème majeur reste, il s'agit de calmer, sécuriser et trouver de nouvelles manières de communiquer, de former et de travailler.

- Dans le cadre d'une institution ouverte pour des adultes toxicodépendants, il n'a pas été constaté beaucoup de cas de personnes infectées au Covid 19. Ce sont les pratiques

¹ <https://appeldu4mai.ch>

² <https://www.rts.ch/play/radio/forum/audio/les-acteurs-oublies-de-la-crise-du-coronavirus-interview-dalice-casagrande?id=11275851>

thérapeutiques qui ont dû s'adapter, et changer leur mode de faire ; par exemple, il n'a plus été possible d'avoir des activités et des travaux en groupes. Actuellement, l'institution, dicit son Directeur, doit se réinventer et développer des pratiques qui permettent un travail sur le dedans et le dehors de l'institution, sur sa présence dans la cité. Le secteur d'accueil de jour est plus souple qu'un lieu d'hébergement, par conséquent l'accompagnement au travers des nouvelles technologies s'est vite mis en place. L'intervention par le biais du téléphone, du télétravail et de la visioconférence a été plus facilement développée. Cependant dans cette première phase de semi-confinement, accueillir et contenir l'anxiété est resté de première importance. Cette crise va certainement permettre de questionner le projet institutionnel et d'imaginer de nouvelles formes de positionnement et d'intervention.

- Dans une association d'appui scolaire pour des adolescents et jeunes adultes, le travail s'est poursuivi à distance. Un gros travail d'interface avec les familles a été entrepris. La question principale est de trouver les chemins pour aller à la rencontre de ces enfants et de ces familles. Cette crise met en évidence les fractures sociales existant dans la société. Certains enfants, certains adultes ne sont pas sur le même pied d'égalité pour utiliser les moyens de communication ou sont dans des contextes de vie ne permettant pas cette souplesse demandée. La précarité des familles augmente, selon la taille des logements et des moyens informatiques à disposition et malgré toute la bonne volonté des parents, du décrochage scolaire a lieu : l'école à distance agrandit les inégalités.

- Dans le cadre des centres de rencontres pour jeunes, les maisons de quartiers, les activités collectives ont été abandonnées. Les travailleurs sociaux se sont mis à la disposition des communes pour participer à l'effort contre le Covid 19 ; appel aux personnes seules, aide aux aînés, présence lors de petits déjeuners, achat et livraison des courses, des animations sous les balcons, de la musique, des petits films etc. Des équipes entretiennent des relations étroites avec leur comité en vidéo conférences.

- Les Travailleurs sociaux hors murs (TSHM) ont suivi les jeunes via le téléphone, et ont proposé des activités par vidéos. Tous ces projets ont été mis sur un site permettant l'échange d'idées et de la créativité. Pour la période de déconfinement, les TSHM envisagent de faire des tournées à vélo ce qui devrait permettre de garder la distance de sécurité tout en restant en lien avec les jeunes dans leur environnement.

- Certains professionnel.le.s découvrent une autre manière de travailler ensemble, au delà des rivalités et des concurrences institutionnelles et de la méfiance qui peut parfois exister. Une mise en synergie des ressources matérielles et des ressources humaines avec un esprit de coopération a été fortement développée. Espérons qu'une fois la pandémie finie, il n'y aura pas un repli de chacun et de chacune dans son territoire institutionnel. C'est ainsi que des collaborateurs et collaboratrices sans travail en raison du Covid 19, se sont porté.e.s volontaires pour travailler dans des institutions restées obligatoirement ouvertes.

- Ce semi-confinement volontaire est beaucoup moins volontaire pour les personnes institutionnalisées, quelques exemples de situations rencontrées par des jeunes professionnel.le.s en témoignent.

- Des étudiant.e-s en formation pratique se rendent compte et doivent expliquer à leurs résident.e-s souffrant de troubles psychiques que ce sont eux-elles (les étudiant.e-s donc) qui représentent le danger.

- Des étudiant.e-s se plaignent qu'elles n'ont rien pour protéger leurs résident.e-s, ni masque ni solution hydro alcoolique. Les journées passent lentement pour tous et toutes du fait de la difficulté, voire de l'impossibilité de trouver des activités. Dans un certain nombre d'institutions, les éducatrices et éducateurs sociaux travaillent 12 ou 15 heures d'affilée et se retrouvent souvent seul.e.s afin de limiter les risques de contagion.

- Des résident.e-s reprochent aux professionnel.le.s : « avec la tablette, vous êtes là mais vous n'êtes pas là », elles et ils souffrent de ne pas voir les autres résident.e-s ou peinent à maintenir la distance physique avec les autres.

- Les personnes en établissements pour personnes âgées n'ont plus de visites depuis un mois et demi et restent dans leur chambre, les animatrices socioculturelles se transforment en serveuses ou en déléguées à la communication avec les familles ou entre elles et les résident.e-s. De ce fait, elles assistent aux conversations familiales, ce qui met parfois les personnes, elles-mêmes, les résident.e-s ou les familiers mal à l'aise. Les animatrices racontent aussi qu'une tablette peut favoriser des contacts plus réguliers, par exemple des familles qui ne viennent pas habituellement voir « leurs » personnes âgées et qui, suite à la pandémie, entrent en visioconférence avec elles une fois par semaine.

Cette situation semble être une opportunité pour repenser la manière d'accueillir les personnes accompagnées. Actuellement, la préoccupation des travailleurs sociaux de terrain est liée au déconfinement, à la réorganisation de cette permanence et du retour aux normes et fonctionnements institutionnels. Le changement pourrait se heurter d'une part à la difficulté pour certains travailleurs sociaux à utiliser les nouvelles technologies ainsi qu'à la difficile transformation de l'intervention et à l'adaptation des processus administratifs. Cependant, la prégnance du contrôle et de la sécurité pourrait être un frein pour les travailleurs sociaux et les institutions.

Les membres du comité de l'Asfris

● Du côté du Liban

Les Travailleurs(les) sociaux(les) au Liban affichent Présents(es) face à la pandémie COVID-19

Liban, COVID-19 dans un contexte déjà en crise:

Au Liban, le Coronavirus semble bien porter son nom: il est venu "couronner" deux épisodes successifs de crise politique et économique ayant provoqué plusieurs mouvements de contestation populaire et ceci depuis Octobre 2019.

D'une présence massive dans la rue, les citoyens libanais se sont retrouvés du jour au lendemain confinés dans leur logement:

contraste incroyable mais inévitable...

Si la dimension médico-sanitaire du COVID-19 fut bien gérée au Liban relativement à d'autres pays, il n'en reste pas moins que ses conséquences à court et long terme se révèlent déjà désastreuses. En effet, et avant la propagation du virus, le pays, déjà rongé par la corruption et la dette publique, a vu son activité économique rapidement chuter, causant une inflation financière sans pareil. Avec la dévaluation vertigineuse de la Livre libanaise face au Dollar américain, la faillite de plusieurs entreprises, la fermeture provisoire ou définitive d'un tas de commerces, la "réquisition" des épargnes des dépositaires dans les banques, le chômage partiel ou total de presque 50-60% de la population active, la population libanaise s'est vue perdre son pouvoir d'achat de manière considérable. Avec l'isolement et les mesures de confinement, aucun soutien valable de la part de l'État ne s'est manifesté, inflation oblige...

La classe moyenne s'est appauvrie, la classe pauvre a vite basculé dans la précarité, la catégorie aisée n'a plus accès à ses épargnes en banque.

L'essence principale du problème s'affiche donc sous le sceau de la fragilité socio-économique et de l'appauvrissement sans perspectives réelles de redressement.

Comme s'il ne suffisait pas aux libanais de subir tant de crises, celle du COVID-19 est venue s'ajouter pour "mettre la cerise sur le gâteau"!

Les Travailleurs(ses) sociaux(les) s'activent:

À l'instar de la plupart des pays du monde, les Travailleurs(ses) sociaux(les) au Liban se sont vite mobilisés(es) pour adapter et inventer de nouveaux modes d'intervention en direction des individus, familles et communautés. Exerçant dans les secteurs public et associatif dans les différents champs du travail social, ils(elles) se sont intensément impliqués(es) en tant qu'acteurs de première ligne pour contribuer aux campagnes de solidarité en direction des plus démunis. En effet, et avec la quasi absence de l'assistance publique, il fallait que les Libanais unissent leurs efforts pour favoriser l'entraide et la survie face à la crise. La distribution de caisses alimentaires et de produits sanitaires est devenue désormais partie intégrante du paysage social dans toutes les régions libanaises.

Au niveau psycho-social, l'accompagnement s'est accentué notamment pour renforcer la résilience, briser les solitudes et prévenir les violences, ces dernières s'étant amplifiées au sein des couples et des familles. En même temps, il a fallu contribuer à gérer les mesures de protection dans les centres d'hébergement, fournir un soutien aux personnes âgées, aux détenus, aux malades et leurs familles, aux personnes à besoins spécifiques, etc. Tout cela sous forme présenteielle ou virtuelle à distance.

Au niveau plus global, des campagnes de lutte contre la discrimination des porteurs du virus furent engagées; à noter celle du Syndicat des Travailleurs sociaux au Liban.

Quant aux camps de réfugiés, ils furent des lieux particulièrement ciblés au vu de la précarité et de la promiscuité qui les caractérisent : prise en charge et vastes campagnes de conscientisation se sont déroulées avec l'appui des organisations internationales.

Une autre dimension importante à signaler : les innovations d'entreprises sociales, alors que celles-ci étaient jusqu'ici plutôt le fait des ONGs et destinées à les financer. Ces entreprises ont adapté leurs produits aux nécessités de la crise COVID-19, comme c'est le cas, par exemple, de l'entreprise Plexi-Pro qui fabriquait habituellement des articles en plexiglas et qui a consacré ses capacités de production aux produits de protection contre le virus: visières de protection, hygiaphones, écrans transparents, ouvertures

passes-documents, etc. D'autres entreprises sociales, telles que les restaurants au profit de catégories vulnérables, se sont adaptées pour livrer leurs produits culinaires à domicile et aux lieux d'isolement.

Les défis sont nombreux

Cette dynamique d'innovation et d'adaptation bien que spécifique à chaque institution a entraîné une réflexion collective sur les modes d'intervention sociale en temps de crise pandémique; d'où un Forum virtuel qui s'est tenu à l'échelle régionale des pays arabes dans le cadre duquel les groupements professionnels de Travailleurs sociaux ont partagé leurs expériences et énoncé leurs défis. À ce propos, l'Association des assistants sociaux au Liban (représentée par leur Présidente) a souligné l'importance d'améliorer les compétences des Travailleurs(ses) sociaux(les) en matière d'approche numérique à distance aussi bien au niveau technologique qu'à celui de la relation avec les usagers, un défi qui, à notre sens, interpelle les dimensions recherche et formation; le deuxième élément se réfère à la nécessité de maintenir la connexion avec les services de support à l'intervention sociale, tels que les services psychologiques ou légaux et, finalement, le besoin accru de l'auto-protection notamment lorsqu'il s'agit d'action présenteielle pour les Travailleurs(ses) sociaux(les) de première ligne.

Qu'en est-il pour la phase post-COVID ?

Si pour la plupart des pays du monde frappés par la pandémie, le redressement socio-économique constitue l'enjeu majeur, nous pourrions considérer que ce dernier s'opérera tôt ou tard; mais ce n'est pas le cas pour le Liban puisque ses perspectives de redressement demeurent absentes jusqu'à cette date. C'est à peine là où les prémices de résorption du virus se sont manifestées que les citoyens libanais se sont retrouvés à nouveau dans les rues pour continuer leurs protestations : une sorte de retour à la case départ pré-pandémie à deux différences près: port du masque de protection et cortèges en voitures plutôt que présence massive en un même lieu. Et qui a dit que le COVID-19 n'interfère pas aussi dans les modes créatifs des revendications populaires ? Ce qui laisse présumer par conséquent que l'action principale des Travailleurs(ses) sociaux(les) au Liban se poursuivra pour la défense des droits fondamentaux mais, cette fois-ci, en faveur de ceux qui se sont nouvellement appauvris.

Maryse Tannous Jomaa
Présidente de l'AIFRIS

●● Annonces

Appel à publications



L'appel à communication du colloque

**« Les professionnels de la déviance et de la délinquance :
quels enjeux d'hybridation ?
Pratiques des acteurs, lieux d'intervention et logiques
professionnelles »**

qui se déroulera le **jeudi 19 novembre 2020**
à l'Université Toulouse 1 Capitole (UT1) est disponible ici

Ce colloque est organisé par le réseau thématique 3 « Normes, déviances et réactions sociales » de l'Association française de sociologie (AFS) et l'Institut du Droit de l'espace, des territoires, de la culture et de la communication (IDETCOM), Université Toulouse 1 Capitole en partenariat avec l'Association des Chercheurs des Organismes de la Formation et de l'Intervention Sociales (ACOFIS), avec un retour au plus tard le 15 juin 2020.



« Les Cahiers du Travail Social » revue éditée par l'Institut Régional du Travail Social de Franche-Comté lance un appel à contribution portant sur le thème

" Proximité et distance dans le travail social "

Pour son numéro du quatrième trimestre 2020, la revue s'attache à réfléchir au rapport entretenu entre les professionnels du champ du travail social et les personnes accompagnées, et plus particulièrement à interroger la proximité et la distance entre les professionnels du travail social et les personnes accompagnées, et plus particulièrement à la construction leur relation et des rapports qu'ils entretiennent.

Les articles doivent être envoyés pour le 04 septembre 2020.
Accès à l'appel à contribution est disponible ici

Les appels à auteurs en cours du

Sociographe

Appel 72 Médicalisation de l'existence... et travail social (ici)
Dépôt des manuscrits jusqu'au 1er juin 2020. N° 72,
Parution décembre 2020

Appel 73 : Travail social et bénévolat, bénévolat en travail social (ici)
Dépôt des manuscrits jusqu'au 1er septembre 2020. N° 73,
Parution mars 2021

Appel 74 La Socialangue, ou la langue de bois du social (ici)
Dépôt des manuscrits jusqu'au 1er décembre 2020. N°74,
Parution juin 2021

Appel 75 Comment durer dans le travail social ? (ici)
Dépôt des manuscrits jusqu'au 1er mars 2021. N°75,
Parution septembre 2021

Appel à auteurs Polygraphie
Recommandations aux auteurs ici

Lettres à Fernand Deligny HS14,
Dépôt des manuscrits jusqu'au 1er décembre 2020.
Parution fin 2021.
Recommandations aux auteurs ici

Paraître dans la lettre de l'AIFRIS

Vous souhaitez passer une information dans la Lettre de l'AIFRIS merci de nous adresser trois ou quatre lignes rédigées, présentant la manifestation ou l'ouvrage dont vous souhaitez faire la promotion*.

Utilisez si possible une police Arial, corps 9.

Si vous souhaitez que nous complétions cette information avec une affiche ou une couverture, merci de nous adresser un fichier photo en format nomfichier.jpeg ou nomfichier.png.

Toute information à publier dans la Lettre de l'AIFRIS peut être transmise **au plus tard 8 jours** avant la date de parution à cette seule adresse mail :

lalettre_aifris@aifris.eu

Le planning des prochaines parutions est le suivant :

Numéro 43 : 20 juillet 2020 (**date limite : 13/07/20**)

Numéro 44 : 19 octobre 2020 (**date limite : 12/10/20**)

*Sous réserve de place disponible.

●● Publications

Livres

" La e-santé en question(s) "

Auteurs : Olivier Babinet, Corinne Isnard Bagnis

Éditeur : Hygée Editions



Télémedecine, dossier médical partagé, hôpital numérique, objets connectés, Big Data, intelligence artificielle... Au gré d'une impressionnante course à l'innovation menée par les géants de la Tech et d'innombrables start-up, la e-santé ou santé numérique fait espérer une médecine plus personnalisée, plus efficace, plus rapide. Mais des craintes subsistent quant à la déshumanisation de la relation soignant-patient ou l'utilisation des données numériques de santé.

En 10 questions, cet ouvrage synthétise l'actualité foisonnante de la e-santé et analyse les espoirs et les craintes face à ce qui est annoncé comme une révolution sanitaire et sociale.

Février 2020 – 144 pages
ISBN : 978-2-8109-0753-3

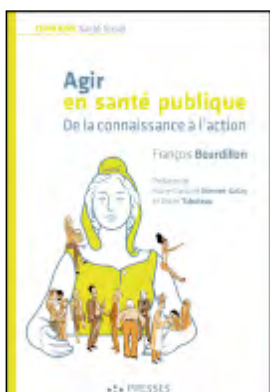
En savoir plus

" Agir en santé publique "

De la connaissance à l'action

Auteurs : François Bourdillon Marie-Caroline Bonnet-Galzy (Préface) Didier Tabuteau (Préface)

Éditeur : Les presses de l'EHESP



Ancien directeur général de Santé publique France, François Bourdillon présente les grandes actions engagées par l'Agence autour des déterminants de santé (tabac, alcool, nutrition, santé sexuelle, environnement-travail...). Un témoignage unique qui permet de comprendre de l'intérieur comment les campagnes de santé publique sont pensées et mises en œuvre et de découvrir les grands défis sanitaires passés et à venir.

Février 2020 – 240 pages + cahier coul. 8 p.
ISBN : 978-2-8109-0852-3

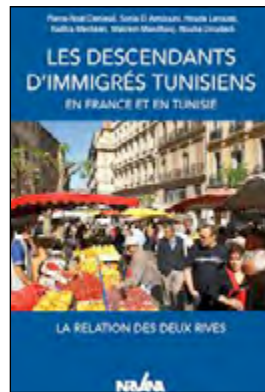
En savoir plus

" Les descendants d'immigrés tunisiens en France et en Tunisie "

La relation des deux rives

Auteurs : Collectif Pierre-Noël Denieuil, Houda Laroussi, Radhia Mechken, Nouha Doudech

Éditeur : Nirvana



Connaître les profils des descendants d'immigrés résidant en France, leurs représentations, leurs attentes et leurs modes d'engagements face à la Tunisie est l'objectif de cette étude. A partir de plus de 110 entretiens, les auteurs montrent que l'on ne peut comprendre les pratiques personnelles et professionnelles de la seconde et troisième génération que dans la mesure où l'on met en relation le contexte d'insertion dans la société française, la permanence de l'héritage familial tunisien et les valeurs

identitaires oscillant entre ici et là-bas. L'étude, articulée autour des grands sujets de société : langue, religion, famille, discrimination, double identité, représentations de la France, projets pour la Tunisie, constitue l'une des rares études exhaustives sur les descendants d'immigrés, et sur la relation des deux rives en Méditerranée.

Octobre 2019 – 455 pages
ISBN : 978-9938-53-017-9

" Intervenir en développement des territoires "

Auteurs : René Lachapelle, Denis Bourque

Éditeur : Presses de l'Université du Québec



Dans un contexte de transformation des politiques publiques, des projets territoriaux rassembleurs mobilisent de nouvelles ressources et révèlent des enjeux inédits. Cet ouvrage permet de faire ressortir des résultats très concrets d'une telle approche dans le processus complexe d'action concertée entre partenaires de secteurs variés entre lesquels les intervenants collectifs assument la fonction de liaison dans un contexte de contraintes structurelles aux échelles nationale et internationale où domine l'impératif néolibéral de

croissance. Ce livre s'adresse aux étudiants et aux professionnels de l'intervention collective en développement des territoires ainsi qu'aux organismes qui les emploient.

2020 – 160 pages
ISBN : 978-2-7605-5233-3

" En transition "

Trajectoires de formation de jeunes migrant•e•s en situation juridique précaire

Auteurs : Claudio Bolzman, Alexandra Felder, Antonio Fernández
Avec la collaboration de Laurent Wicht et Julie Peradotto

Editeur : ies



L'ouvrage met en lumière la spécificité de la transition scolaire pour un groupe de jeunes peu connu. Au-delà des enjeux de transition propres à leur âge, les jeunes migrant•e•s avec un statut de séjour précaire, vivent des cursus scolaires et professionnels dans lesquels ils rencontrent des obstacles spécifiques à ces statuts de séjour particuliers. Les réglementations strictes qui régissent le séjour ont des conséquences sur leur parcours de formation et plus largement leur intégration. Ils et elles doivent trouver

leur voie entre pays d'origine et pays de résidence, oscillant entre l'attente d'une stabilisation et la peur d'un renvoi, navigant entre une orientation dans des filières classiques ouvertes et des formations professionnelles duales qui leur sont fermées.

Mars 2020 – 160 pages

ISBN : 978-2-88224-218-1

<https://www.hesge.ch/hets/editions-ies/en-transition>

" Les gestes de Fernand Deligny "

L'éducation aux prises avec les mots

Auteure : Françoise Tschopp

Editeur : ies



Françoise Tschopp interroge la singularité du parcours de Fernand Deligny, à la manière dont celui-ci révélait les cartes retraçant les cheminements des enfants autistes. Chaque étape de ce parcours fut un point de rupture ou le moyen d'ouvrir des perspectives pour le travail social et l'éducation spécialisée. Fernand Deligny a établi son œuvre éducative en laissant de côté les carcans institutionnels de son temps, et en édifant des milieux de vie, des dispositifs d'existence ou des réseaux

de relations lui permettant de faire cause commune avec les enfants marginaux. Cet ouvrage est le témoignage d'une rencontre qui s'est tenue en juillet 1987 et à partir de laquelle Françoise Tschopp a tiré le fil d'une transmission en faisant place aux méthodes radicales et exploratoires de Deligny.

Février 2020 – 160 pages

ISBN : 978-2-88224-210-5

<http://www.hesge.ch/hets/editions-ies/geste-fernand-deligny>

" Le gouvernement des solidarités "

Enjeux socio-politiques et territoires d'action

Auteurs : sous la direction de Thomas Aguilera et de Marc Rouzeau et avec leurs contributions

Préface de Claude Martin

Éditeur : Berger-Levrault



Des contributions questionnant la gouvernance des politiques sociales et de solidarité, mettant en lumière les différents acteurs intervenant dans ce domaine, les interactions qui ont lieu entre eux et les nouveaux moyens d'actions utilisés. Entre régulation politique et régulations sociales, l'objectif est de rendre compte des compromis qui se tissent, persistent ou se modifient en matière de gestion de la question sociale.

A paraître Août 2020 – 256 pages

ISBN : 978-2-7013-2055-7

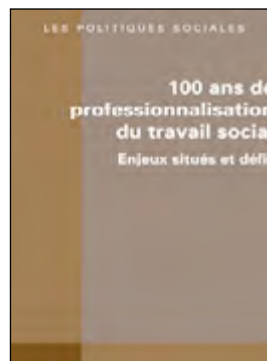
Collection(s) : Au fil du débat. Etudes

Revue

Le Conseil bruxellois de coordination sociopolitique (CBCS) annonce la parution du n° 3 & 4 / 2019 de sa revue Les Politiques Sociales

100 ans de professionnalisation du travail social

Auteurs: Artois Pierre ; Zelis Guy ; Carvalho Maria Irene ; Montenegro Marques Elsa ; Molina Yvette ; Wagener Martin ; Lacalzada De Mateo Maria José ; Verzelen Wim ; Beauduin Marie-Anne ; Lodewick Paul



L'année 2020 verra l'anniversaire des 100 ans des premières écoles sociales en Belgique : 100 ans d'histoire, de construction et d'évolution du travail social. Plus que jamais, le contexte actuel – composé de remises en question telles que la levée du secret professionnel, les appels à la dénonciation, les visites domiciliaires, les réformes diverses (comme l'assurance autonomie), l'émergence constante de nouveaux métiers – nous pousse à questionner l'évolution de la formation et des pratiques professionnelles au sein du travail social, et cela à travers le prisme de la professionnalisation.

Accéder ici aux résumés des articles (français - anglais - espagnol)

<http://www.lespolitiquessociales.org>

En lien avec le thème du 9ème Congrès de l'AIFRIS, le Numéro 68 du sociographe est paru en décembre 2019

« *La participation : un nouvel idéal ?* »

Auteurs: Dossier cordonné par Dorina HINTEA et Pascaline Delhaye



Comment comprendre l'essor actuel pour la participation ? Reflet d'un progrès social, réponse à la crise démocratique ou nouvelle mode bienveillante ? Comment les travailleurs sociaux s'en emparent-ils ? Dans ce numéro, sont confrontés des articles qui permettent d'avancer dans la réflexion sur les atouts et les limites de la participation. Ils traitent de la tension entre idéal et praxis de la participation, dans la formation des travailleurs sociaux, dans les actions communautaires et enfin dans le champ délicat de la protection de l'enfance.

Disponible en ligne sur CAIRN et Champ Social

Films

Comme tout le monde

Documentaire francophone de 52' sur la jeunesse dans la rue à Paris.

Auteurs: de Philippe Dinh, Julien Billion et Patrick Müller



Kenny, Loubna et Mickaël trois amis, sans domicile se livrent durant 3 années pour raconter leur quotidien et leur parcours fait d'espoir et de découragement dans les rues de Paris.

Site internet :
<http://commetoutlemonde.fr>

Tout récemment, l'un des protagonistes du film – Kenny - faisait l'objet d'un portrait sur le media Brut qui dépasse les 600.000 vues

<https://www.youtube.com/watch?v=0yKMT0amob4>

Kenny est par ailleurs Président de l'association Entourage Social, une communauté qui s'organise via une carte interactive qui centralise toutes les actions solidaires en cours dans chaque quartier. <https://www.entourage.social/>

Monsieur Deligny, vagabond efficace

Un film de Richard Copans avec les voix de Jean-Pierre Darroussin, Sarah Adler et Mathieu Amalric
Produit par Shellac



La vie de Fernand Deligny, éducateur célèbre, et son désir de cinéma croisent l'accueil d'enfants autistes. Si on le connaît pour deux films Le Moindre Geste et Ce Gamin, là, il n'a cessé durant 40 ans d'articuler ses expériences de vie avec des essais cinématographiques au cours desquels François Truffaut sera l'un de ses compagnons de route.

Sortie en VOD le 29 avril 2020

<https://shellacfilms.com/films/monsieur-deligny-vagabond-efficace>